

Luxembourg, le 2 novembre 2021

**Objet : Projet de règlement grand-ducal<sup>1</sup> modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> avril 2011 concernant la fixation des caractères minimaux et des conditions minimales pour l'examen de certaines variétés d'espèces de plantes agricoles. (5898GKA)**

*Saisine : Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural  
(27 septembre 2021)*

## **Avis de la Chambre de Commerce**

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de modifier le règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> avril 2011 concernant la fixation des caractères minimaux et des conditions minimales pour l'examen de certaines variétés d'espèces de plantes agricoles afin de transposer en droit luxembourgeois la directive d'exécution (UE) 2021/746 de la Commission du 6 mai 2021 modifiant les directives 2003/90/CE et 2003/91/CE (ci-après les « Directives 2003/90/CE et 2003/91/CE ») en ce qui concerne les protocoles d'examen de certaines variétés des espèces de plantes agricoles et des espèces de légumes, et modifiant la directive 2003/90/CE en ce qui concerne certaines dénominations botaniques de plantes (ci-après la « Directive d'exécution (UE) 2021/746 »).

Pour rappel, les Directives 2003/90/CE et 2003/91/CE ont été adoptées pour garantir que les variétés inscrites par les États membres dans leurs catalogues nationaux sont conformes aux protocoles établis par l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV) en ce qui concerne les caractères sur lesquels doivent au moins porter les examens des diverses espèces et les conditions minimales à remplir lors de l'examen des variétés, dans la mesure où de tels protocoles ont été établis. Pour les espèces qui ne sont pas couvertes par des protocoles de l'OCVV, ces directives prévoient que les principes directeurs de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) doivent s'appliquer.

La Directive d'exécution (UE) 2019/1985 procède quant à elle à l'adaptation des variétés d'espèces de plantes agricoles et de légumes inscrites par les États membres dans leurs catalogues nationaux suite à l'actualisation et l'établissement de nouveaux protocoles par l'OCVV et de nouveaux principes directeurs par l'UPOV.

Ainsi, la transposition de la Directive d'exécution (UE) 2021/746 s'opère en droit luxembourgeois par le remplacement des annexes I et II du règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> avril 2011 précité.

La Chambre de Commerce s'interroge s'il ne serait pas utile, dans un souci de simplification administrative et afin d'éviter les modifications fréquentes du règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> avril 2011 précité, d'abroger les annexes du règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> avril 2011 précité et de procéder à une éventuelle transposition des directives d'exécution ultérieures par le biais de la technique de la **transposition dynamique**.

---

<sup>1</sup> [Lien vers le projet de règlement grand-ducal sur le site de la Chambre de Commerce](#)

Par ailleurs, elle note qu'elle a été saisie de deux projets de règlements grand-ducaux quasiment identiques portant tous deux transposition de la Directive d'exécution (UE)2021/746, l'un concernant la fixation des caractères minimaux et des conditions minimales pour l'examen de certaines variétés de plantes agricoles (projet de règlement grand-ducal sous avis) et l'autre concernant la fixation des caractères minimaux et des conditions minimales pour l'examen de certaines variétés d'espèces de légumes<sup>2</sup>.

Toujours dans un but de **simplification administrative**, la Chambre de Commerce s'interroge quant à savoir s'il n'y aurait pas lieu de procéder à la transposition de la Directive d'exécution (UE) 2021/746, par le biais d'un seul et même règlement grand-ducal.

La Chambre de Commerce n'a pas d'autres observations à formuler.

\* \* \*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure de marquer son accord au projet de règlement grand-ducal sous avis, sous réserve de la prise en considération de ses commentaires.

CCL/DJI

---

<sup>2</sup> Avis de la Chambre de Commerce 5899CCL